



Confédération Générale du Travail Force Ouvrière
Union Départementale des Syndicats FO
des Bouches du Rhône

Le 14 novembre, les travailleurs espagnols, grecs et portugais seront dans l'action, par la grève générale et les manifestations, contre les mesures d'austérité imposées au monde du travail par leurs gouvernements et la troïka (Union européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international).

Ce rouleau compresseur de l'austérité, à des degrés divers selon les pays, est socialement, économiquement et démocratiquement suicidaire. Il faut y mettre fin. Aujourd'hui, c'est une rupture dans les modalités de la construction européenne qui est indispensable. Cette rupture doit viser à combattre le dumping social, à relancer la consommation et l'activité économique, à soutenir l'investissement, à consolider les services publics et les régimes de protection sociale collective, à respecter la liberté de négociation, les conventions collectives et les statuts.

C'est pour toutes ces raisons que Force Ouvrière continue à s'opposer au TSCG et au rôle de la troïka chargée de mettre en œuvre les politiques d'austérité. Leur logique – «on peut vous prêter de l'argent à condition que vous remettiez en cause les droits des salariés, les services publics et les régimes sociaux»– est intolérable.

Force Ouvrière affirme son entière solidarité avec les syndicats et travailleurs européens qui résistent. Et, parce que nous combattons les politiques d'austérité, nous pouvons dire que nous sommes tous des travailleurs espagnols, grecs ou portugais. Combattre les modalités actuelles de la construction européenne, revendiquer une autre Europe, basée sur le progrès social, économique et démocratique exigent de la fermeté, des positions claires et un esprit de résistance.

En France, le vote par le Parlement du traité européen (TSCG) installe l'austérité. Tous les débats autour de la flexibilité et de la compétitivité pour l'allégement du coût du travail en sont l'expression.

Vouloir alléger le coût du travail par de nouvelles exonérations de cotisations patronales en les transférant sur la fiscalité des ménages, c'est plomber les comptes des ménages et des salariés, c'est faire baisser la consommation, c'est menacer la sécurité sociale et l'emploi. Réduire les dépenses publiques c'est continuer à remettre en cause le service public républicain.

Austérité, TSCG

Ça suffit !